

Alimentation et agriculture : des liens à repenser*

Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie d'avoir répondu à l'appel de l'IFN pour repenser ensemble, et au besoin renouer, les liens entre l'agriculture et l'alimentation. Mais permettez-moi tout d'abord de remercier également les ministères qui honorent nos efforts de leur parrainage.

Voici plus d'un an maintenant, l'IFN a choisi d'organiser ce colloque 2007 sur le thème « Agriculture et alimentation » parce que nous avons discerné l'accumulation de tensions fortes, annonciatrices des grands séismes. C'est à dessein que j'emprunte ici aux sismologues ce vocabulaire de la tectonique des plaques.

Dans notre perception des apparences de ce monde, quoi de plus stable que les continents ? et pourtant ils dérivent et connaissent périodiquement des secousses plus ou moins violentes.

Dans notre vécu, quoi de plus stable que cette bonne terre, cultivée par quelques-uns dont on méconnaît souvent la technique, les savoirs et les difficultés, pour percevoir de préférence le côté ludique et « Marie-Antoinette » des activités agricoles ? Du reste la « Nature » ne fait-elle pas l'essentiel pour celui qui s'émerveille (à juste titre) de voir les saisons renouveler le manteau végétal avec ses floraisons et fructifications qu'il suffirait de cueillir et de préserver ?

Pour les Occidentaux que nous sommes, généralement peu au fait des réalités de l'agronomie au sens large, le spectre des grandes famines est désormais derrière nous, et la préoccupation est évidemment de sauvegarder ce monde idyllique. La préservation de « l'Environnement » est donc un sujet d'une grande actualité, car il serait navrant de laisser les véhicules et les industries dégrader cette belle nature généreuse. On ne saurait également laisser quelques agriculteurs « productivistes » épuiser les sols, vider les nappes et polluer les eaux de surface. Évidemment, il s'agit-là d'une vision quelque peu caricaturale, mais assez commune, qui appelle évidemment des réponses plus pertinentes et nuancées.

Dans ce monde merveilleux, faudrait-il donc redouter quelque cataclysme ? Bien

sûr quelques oiseaux de mauvais augure s'entêtent à rappeler que 800 millions d'hommes dans le monde souffrent dramatiquement de la faim et que ce sont en majorité des ruraux. Oui, mais les citadins de notre belle société ont à manger à profusion, et ceux qui n'ont pas de ressources ont accès aux excédents des banques alimentaires et à la générosité des associations caritatives.

Les famines sont loin dans le temps, ainsi la « Grande Famine » en Irlande entre 1845 et 1849, résultat de 50 années d'interactions désastreuses entre la politique économique impériale britannique, des méthodes agricoles inappropriées, et l'apparition du mildiou qui anéantit les cultures locales de pommes de terre (source : Wikipedia.org).

Elles sont aussi loin de nous dans l'espace (Biafra, Erythrée, etc.), mais les guerres en sont souvent la cause. D'ailleurs, pour faire la guerre on a besoin de pétrole, mais ce pétrole justement nous pourrions en manquer, vite faisons de l'éthanol avec tout ce qui nous tombe sous la main, de la betterave, de la canne à sucre, du blé, du maïs, etc., et qu'importe si le prix de la tortilla grimpe en flèche au Mexique. Non contents de spéculer sur un baril de pétrole qui vaut cher en dollars dépréciés, les traders vont pouvoir spéculer beaucoup plus qu'avant sur des lots de céréales, avec des promesses de profits pour quelques-uns et des bénéfices beaucoup moins certains, tant économiques que climatiques, pour beaucoup d'autres.

Tout cela est dangereux, reprend l'entêté, il y a 800 millions d'hommes qui ont faim et nous serons paraît-il bientôt 9 milliards d'humains sur cette petite planète. Tout de même, cela incite à réfléchir.

Il fut un temps où nous avions des excédents de production, un solde excédentaire de la balance commerciale grâce au pétrole vert et à l'agroalimentaire. Vous souvenez-vous du beurre de Noël ? En ce temps-là, les chambres froides de l'Union européenne (quel coût énergétique !) regorgeaient de stocks de beurre dont on ne savait que faire. Cela s'appelait soutenir le marché, une mesure sociale en

* Colloque organisé par l'Institut français pour la nutrition le 11 décembre 2007 à Paris. Ce dossier reproduit ci-après, l'ensemble des communications auxquelles il a donné lieu.

faveur de l'agriculture. On vendait alors à perte des stocks de beurre à l'Union soviétique ; on déstockait ce beurre pour le vendre à bas prix avant la période des fêtes.

Mais le décor du monde change vite : une demande qui change de nature et qui explose par l'ouverture de nouveaux marchés (Chine, Inde) ; une offre qui se rétrécit de façon conjoncturelle à la faveur de mauvaises récoltes (2006) et/ou d'une sécheresse catastrophique sur tel ou tel continent (Australie) : et si nous venions à manquer ? Le temps serait-il venu de payer la note de notre inconséquence à l'égard de notre environnement, à l'égard de notre corps, et tout simplement de notre panier à provisions, pour avoir cédé aux appâts de l'abondance. N'avons-nous pas imaginé un peu vite que l'industrie de transformation multipliait les pains et remplissait les filets, créant des aliments de plus en plus abondants sans risque d'épuiser la source de la production agricole ?

En réalité, les signes annonciateurs des crises se sont multipliés et je voudrais vous rappeler un certain nombre de propos. Un article paru en 2001 évoquait [1] « le profond malaise qui s'est instauré entre le reste de la société et les agriculteurs taxés d'assistés, de pollueurs... ». Il était justement noté que l'agriculteur était « responsable mais pas coupable. Il partage cette charge avec l'État, l'Europe, les semenciers, les constructeurs de matériel, les établissements financiers, les coopératives, les abattoirs, l'industrie agroalimentaire, la grande distribution... mais aussi avec les consommateurs en quête éternelle de prix discount. » Peu de temps après, c'est un philosophe qui nuancait [2] la responsabilité des agriculteurs : « Le monde agricole est un opérateur atypique dans une économie de marché qui voudrait le voir retourner à ses archaïsmes supposés et à des atomisations l'empêchant de s'immiscer dans le grand Monopoly des nobles concentrations. On évoque alors les subventions et les privilèges de tous ordres. Je crois que le coût public des plans sociaux, des recapitalisations, des restructurations industrielles, des préretraites soutenues, ou des gestions aventureuses, vaut bien les mécanismes de soutien à l'agriculture qui comme la politique sociale, mériteraient d'être plus souvent adaptés aux circonstances nouvelles et mieux distribués. »

En 2002, un grand acteur du monde agricole soulignait que « l'agriculture avait quasiment disparu du débat public », alors qu'il s'agit d'une politique qui concerne la société tout entière [3]. Plus récemment, j'ai moi-même eu l'occasion de souligner [4] que la voix de l'agriculture comme donneur d'opinion était malheureusement inexistante, à un moment où l'alimentation subit une fâcheuse tendance à la médicalisation. Ces propos ont ensuite été amplifiés par le rapport Favennec [5] qui, exprimant son inquiétude devant la tendance à la médicalisation de l'acte alimentaire, a souhaité que l'alimentation ne soit plus l'affaire exclusive du ministère de la Santé, et que soit redonnée à l'agriculture « la place stratégique que sa fonction pourrait lui permettre d'exercer dans la chaîne alimentaire ».

Voici deux ans, s'intéressant à la formation des prix et aux mécanismes d'intervention, l'IFN s'était interrogé [6] sur la place des enjeux et des objectifs de politique nutritionnelle dans les

politiques agricoles et alimentaires, et à l'OMC. Nous avons alors constaté que la PAC n'encourageait pas vraiment les efforts nutritionnels. De fait, ce sont les prix des produits fortement encadrés par la PAC (céréales, oléagineux, sucre) qui ont vu leur prix baisser plus que ceux des fruits et légumes par exemple. D'une certaine façon, cette politique a favorisé la consommation de produits très énergétiques par les plus pauvres qui sont aussi les plus touchés par l'obésité. Les critiques contre l'agriculture sont donc reparties de plus belle, accusant un peu vite la politique agricole commune d'être la cause de l'obésité [7, 8].

J'avais eu l'occasion de commenter [9] l'annonce faite le 4 mai 2004 par Nicolas Sarkozy, alors ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, de mesures destinées à « relancer la consommation ». Mais je m'inquiétais de savoir qui allait supporter le coût de la baisse des prix attendue. Depuis ce moment les lois régissant le commerce ont été l'objet de rudes batailles. Aujourd'hui Nicolas Sarkozy est Président de la République, le mot d'ordre du gouvernement est de « redonner du pouvoir d'achat », mais les consommateurs, face à leur portemonnaie à la caisse des magasins ou par la voix de leurs associations, s'effraient à juste titre de voir s'envoler les prix de denrées de consommation courante. En effet, le monde de l'alimentation est confronté à des hausses considérables de nombreux produits agricoles, par la conjonction d'événements climatiques et de décisions relevant des politiques à l'échelon mondial.

Alors, devant tous ces signaux, faut-il envisager d'imposer une meilleure répartition des profits entre les acteurs, accepter de consacrer une proportion plus importante du budget des ménages à l'alimentation, rongée par les dépenses d'un monde virtuel, ou bien encore gérer autrement les ressources agricoles en prenant en compte plus harmonieusement aspects sociaux, agronomiques, environnementaux et nutritionnels, dans une approche intégrée que nous appelons de nos vœux depuis longtemps ? L'Académie d'agriculture de France a récemment apporté une importante contribution à cette réflexion [10]. Ce fut l'occasion entre autres choses de montrer combien « la définition et la mise en œuvre d'une politique intégrée butent à ce jour sur une évaluation insuffisante des effets des divers leviers d'action et de leurs interactions ». Ce sont là des propos de Louis Georges Soler que nous entendrons tout à l'heure.

Faut-il simplement prendre le temps du bon sens et se garder d'interventions intempestives ? Il m'est resté de mon enfance le souvenir d'un oncle cultivateur, et je le revois encore pester contre une prime à la vache allaitante (sans doute avons-nous manqué de lait à quelque moment) alors que peu auparavant il y avait une prime à l'abattage des veaux ! et de constater « avec quoi ils veulent qu'on les fabrique les vaches si on tue les veaux », fustigeant au passage les « fonctionnaires », ces citoyens en rupture, déjà, avec le monde agricole. Mais l'exemple s'est malheureusement répété et il se perpétue avec les interventions européennes. Quoi qu'il en soit, il nous faut désormais gérer le retour aux prix et aux aléas des marchés mondiaux, permettre aux agriculteurs de vivre décemment et fièrement de leur métier, et assurer à nos paniers un remplissage satisfaisant quantitativement nos appétits et qualitativement notre santé.

Dans notre image de la tectonique des plaques, l'affrontement est majeur : le massif hercynien que constitue le socle agricole est soumis au soulèvement très actif de la plaque environnement et aux assauts particulièrement vigoureux de la plaque santé et nutrition préventive.

La réponse n'est pas simple, loin s'en faut, et je me garderai de toute proposition simpliste (elles sont déjà légion) autant que de bons mots, car parler d'alimentation durable ne résout rien sauf à constater que nous n'avons pas d'autre choix que de gérer notre environnement de manière responsable en pratiquant une agriculture durable, compatible avec le milieu. Nous ne parlerons qu'incidemment des OGM, car cela nous prendrait trop de temps d'en parler sérieusement. J'observerai quand même que notre pays a été bien conciliant avec un obscurantisme délibéré en nous privant du droit d'avancer dans un domaine riche d'enseignements. Nous ne parlerons pas de pesticides, objets eux aussi de discours non moins excessifs de la part de ceux qui font leurs choux gras de propos alarmistes et d'une interprétation navrante du principe de précaution. Nous ne ferons pas ici de discours théorique sur la nécessité d'asservir la production agricole aux besoins nutritionnels ou de fonder la sélection des semences sur des objectifs moléculaires d'une nutrition interventionniste. Nous ne reviendrons pas non plus aujourd'hui sur des aspects socio-économiques et politiques largement abordés lors du Colloque IFN 2005, précédemment cité, dont je vous invite à relire attentivement les actes.

Le programme de ce Colloque IFN 2007 est en fait complémentaire de celui de 2005, et ne vise pas pour autant à épuiser le sujet. Notre ambition est de vous donner des éléments de réflexion et d'appréciation en face des changements qui se dessinent. Pour cela, l'IFN a le plaisir de réunir un plateau de conférenciers qui développeront quatre grands thèmes.

Les rapports de l'agriculture et de l'alimentation avec les sociétés humaines : nous avons évoqué les aspects anthropologiques et historiques en 2004 [11]. Aujourd'hui sera abordée la question de la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale, celle de notre indépendance alimentaire à l'échelon européen et national, et celle de notre approvisionnement dans une société de plus en plus urbaine.

Puis, nous tenterons de mieux apprécier les conflits apparents d'une part entre productions alimentaires et productions non alimentaires, et d'autre part entre les politiques agricoles et les politiques de santé, dont les méthodes sont au demeurant discutables dans l'un et l'autre cas.

Nous essaierons ensuite de mieux comprendre ce qui fait la qualité de nos produits alimentaires, quels en sont les déterminants pour les produits végétaux et les produits animaux, et quelles sont les contraintes liées à la transformation industrielle.

Enfin nous nous intéresserons aux attentes de notre société et des consommateurs dans leur diversité. Que savent-ils des produits

agricoles, quelles exigences ont-ils à l'égard de leur production, et quelles racines culturelles souhaitent-ils préserver ?

N'anticipons pas les conclusions de cette journée. Mais mon vœu serait qu'enfin on se décide à construire la cohérence d'une véritable politique alimentaire et non à aménager une politique agricole. Cette grande politique alimentaire dont notre pays a besoin doit évidemment prendre en compte la sécurité sanitaire et la sécurité nutritionnelle de notre alimentation, mais aussi la sécurité de notre indépendance alimentaire dans une logique environnementale globale. Dès lors, il ne semble pas sain de laisser au seul ministère chargé de la Santé le soin de piloter la politique alimentaire du pays, et je rejoins sur ce point l'avis exprimé par le Député Favennec. Sans doute nous faut-il un grand ministère de l'Alimentation.

J'en terminerai donc en vous renvoyant à ce bon Monsieur Jean de La Fontaine et à la fable Le rat des villes et le rat des champs dont je ne vous rappellerai que la dernière phrase : « Fi du plaisir que la crainte peut corrompre ! »

Je vous souhaite à tous une excellente journée de travail.

Jean-Paul LAPLACE

IFN, 71, avenue Victor Hugo,
75116 Paris
<jplaplace@orange.fr>

RÉFÉRENCES

1. THOMAS G. La repentance des agriculteurs. *Liberation* 2001 ; (3 avril).
2. ETCHEGOYEN A. La responsabilité des agriculteurs. *Les Echos* 2001 ; (22 mai).
3. GUYAU L. L'agriculture, un choix de société. *Le Figaro* 2002 ; (22 avril).
4. LAPLACE JP. Agriculture et alimentation ; réflexions croisées. *Cahiers Agricultures* 2006 ; 15(4) : 375-8.
5. FAVENNEC Y. Filières de production et qualité nutritionnelle des aliments. Rapport du député de la Mayenne, remis au Premier Ministre le 22 novembre 2006. 60 pages.
6. IFN. L'économie fait-elle la loi dans nos assiettes ? Déterminants économiques des choix alimentaires. In : *Colloque IFN*, Paris, 29 septembre 2005 (1 Vol., 155 pages).
7. RÉQUILLART V. La politique agricole, fabrique d'obèses. *Liberation* 2007 ; (31 janvier).
8. CLAVREUL L. La PAC facteur de l'obésité. *Le Monde* 2007 ; (21 avril).
9. LAPLACE JP. Achetez, Mangez et Allez en paix : la nouvelle version de panem et circenses ? *Bulletin de l'IFN* 2004 ; 84 : 5-9.
10. AAF. Séances consacrées respectivement au développement durable en agriculture (31 janvier 2007), à une prospective de l'offre alimentaire (7 février 2007), et à l'économie de l'alimentation dans les pays industrialisés (14 février 2007). In : *Comptes rendus de l'Académie d'Agriculture de France*. 2007 ; (93(1)).
11. IFN. *Des aliments et des Hommes : entre science et idéologie, définir ses propres repères*. Colloque IFN, Paris, 8-9 décembre 2004 (1 Vol., 165 pages).